

« Le gouvernement a renoncé à l'idée de faire réussir tous les jeunes »

Bernadette Groison, secrétaire générale de la FSU, dénonce l'éducation à plusieurs vitesses mise en place depuis 2007 et appelle à la mobilisation du 27 septembre.

ENTRETIEN

Dans quel état d'esprit les enseignants abordent-ils cette rentrée ?

BERNADETTE GROISON. Ils sont partagés. Il y a évidemment de l'inquiétude face aux difficultés que vont créer les 16 000 suppressions de postes et, au-delà, toutes ces réformes qui organisent une école à plusieurs vitesses. Les enseignants se sentent de plus en plus seuls et démunis. En même temps, ils restent très engagés professionnellement et croient en l'école publique. Il y a aujourd'hui, chez eux, une vraie volonté de dire stop à la logique budgétaire du gouvernement. Beaucoup ont conscience que l'actuelle politique éducative conduit la jeunesse dans le mur et ont envie de l'exprimer. C'est pour ça que l'ensemble des syndicats ont décidé cette grève du 27 septembre. C'est aussi pour ça que la FSU a décidé d'organiser, durant ce mois, quelque 500 débats en France.

Comment se concrétisent les coupes budgétaires dans les établissements ?

BERNADETTE GROISON. Dans le premier degré, les 1 500 fermetures de classes, dont un tiers dans les maternelles, vont encore réduire de la scolarisation des enfants de moins de trois ans et les 600 postes en moins d'enseignants spécialisés (Rased) donneront encore moins de possibilités de prévenir l'échec scolaire. Dans le second degré, de nombreux remplaçants ont d'ores et déjà été mis sur un poste à l'année, amputant d'autant les moyens en cas d'absences de professeurs. Les effectifs par classe



Pierre Tronel

seront également plus chargés : 28 en moyenne dans le primaire, 30 au collège, 35 au lycée...

Luc Chatel évoque 22 élèves par classe en moyenne...

BERNADETTE GROISON. Il faut qu'il arrête la méthode Coué ! Cette moyenne est faite avec l'ensemble des personnels dont certains n'exercent pas en classe (assistants sociaux, assistants d'éducation, infirmières, Copsy...). Le ministre tord la réalité. De même, lorsqu'il affirme qu'il y a plus d'enseignants aujourd'hui qu'il y a vingt ans, il omet de préciser que la manière de faire de l'éducation a changé entre-temps, tout comme les publics scolaires, dont le rapport au savoir et à l'apprentissage n'est plus le

même. Le métier d'enseignant est confronté à de nouveaux défis. Or, justement, les conditions qu'impose le gouvernement ne permettent pas de les relever. Il oppose sans cesse qualité et quantité. Mais pour faire de la qualité, il n'y a pas d'autres solutions que de mettre des personnels formés et en nombre suffisant. Ceux qui affirment le contraire mentent. Le gouvernement doit assumer le fait qu'il a renoncé à l'idée que l'école de la République doit faire réussir tous les jeunes et non pas juste extraire les plus « méritants ».

Comment analysez-vous le système scolaire mis en place depuis 2007 ?

BERNADETTE GROISON. Le budget organisé depuis cinq ans par Nicolas

Sarkozy est le reflet de son manque d'ambition. Le gouvernement estime que l'éducation n'est plus une responsabilité collective mais individuelle. Si l'élève est en échec, c'est de sa faute ! Il n'est pas assez « méritant » et n'a rien à faire dans le système scolaire... Partant de là, le gouvernement a renoncé à l'idée d'adapter ledit système aux élèves pour les faire tous réussir. Il préfère mettre en place des dispositifs différenciés en dehors de l'école. Les internats d'excellence pour les « meilleurs » et les établissements de réinsertion scolaire pour les « gêneurs » sont pour moi deux mesures symboliques de cette école à plusieurs vitesses.

Dans la perspective de 2012, quelles sont les priorités pour l'école ?

BERNADETTE GROISON. La première est la lutte contre la difficulté et l'échec scolaires. La France est l'un des pays où la corrélation entre inégalité sociale et inégalité scolaire est la plus forte. Il faut y remédier en remettant l'accent sur l'éducation prioritaire, notamment, qui a été complètement désertée ces dernières années. Le deuxième axe majeur est la formation professionnelle, avec la remise à plat de la réforme de la « maîtrise ». Recruter des jeunes au niveau master ne suffit pas à en faire de vrais professeurs sachant exercer leur métier. Enfin, il faut travailler sur une autre organisation de l'école. On est restés trop longtemps sur le schéma un maître, une classe, alors qu'il est nécessaire de mettre en place des dynamiques collectives. Il ne faut pas seulement discuter des missions des enseignants, comme on l'entend ici ou là, mais aussi de la meilleure manière de les faire travailler ensemble (équipe, temps de concertation...).

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR L. M.